

| | |
|---------------------------------------|----------------------|
| Nom de l'école : | CEP St-Jérôme |
| Nom de la direction : | Éric Louis-Seize |
| Nom de la personne-ressource : | François St-Arneault |

| | |
|--|---|
| Noms des membres du comité violence à l'école : | Notre comité est composé des tuteurs des groupes concerné par un événement, François St-Arneault (agent de service social), TTS et la direction adjointe du département concerné. |
| | |
| | |

1. UNE ANALYSE DE LA SITUATION DE L'ÉCOLE AU REGARD DES ACTES D'INTIMIDATION ET DE VIOLENCE

| Analyse | |
|---|---|
| <p>Suite au portrait fait en regard de la violence à l'école et des mesures actuelles mises en place, quelles sont les informations importantes à retenir pour notre école?</p> <ul style="list-style-type: none"> Annexer votre portrait de situation à ce document | <ul style="list-style-type: none"> Pas un milieu en danger Faciliter la situation parce qu'il y a peu de dénonciation (avoir une adresse anonyme pour dénoncer les cas) Différences entre les élèves (homme/femme, différence d'âge) 70% des élèves ont moins de 24 ans Les actes sont surtout faits de façon verbale Environ 10% des élèves sont d'âge mineur. |

Voici les priorités à améliorer à notre école :

- Promouvoir les mécanismes d'interventions et de dénonciation.
- Sensibiliser les élèves et le personnel à une définition commune de l'intimidation et de la violence.
- Rappel aux élèves des modalités du plan de lutte pour contrer l'intimidation lors de la rencontre tuteur.

2. LES MESURES DE PRÉVENTION VISANT À CONTRER TOUTE FORME D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE MOTIVÉE, NOTAMMENT, PAR LE RACISME, L'ORIENTATION SEXUELLE, L'IDENTITÉ SEXUELLE, L'HOMOPHOBIE, UN HANDICAP OU UNE CARACTÉRISTIQUE PHYSIQUE

Voici les mesures universelles de prévention qui seront mises en place :

- Sensibiliser le personnel sur la définition de l'intimidation et le mode d'intervention lors des rencontres de comité multi.
- Informer les élèves du plan de lutte contre l'intimidation.
- Présentation du code de vie par l'agent de service social à l'accueil de tous les nouveaux élèves.
- Activités étudiantes qui favorisent le sentiment d'appartenance.
- Gestion de conflits par l'agent de service social, le tuteur et la direction adjointe du département.

3. LES MESURES VISANT À FAVORISER LA COLLABORATION DES PARENTS À LA LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION ET LA VIOLENCE ET À L'ÉTABLISSEMENT D'UN MILIEU D'APPRENTISSAGE SAIN ET SÉCURITAIRE

Voici les mesures de collaboration qui sont prévues :

La clientèle du centre d'études est composée, à plus de 90%, d'élèves majeurs.

- Les parents d'élèves mineurs seront informés du code de vie ainsi que de la procédure de signalement d'une plainte au CEP lors de la réception du carnet de renseignement. De plus, ils doivent signer le code de vie.
- Appel et rencontres aux parents d'élèves d'âge mineur impliqués dans des situations d'actes de violence ou d'intimidation.

4. LES MODALITÉS APPLICABLES POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT ET UNE CONSIGNATION DES ACTES D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE À L'INTÉRIEUR DE L'ÉCOLE

Voici les modalités qui sont prévues :

Tous les membres du personnel sont susceptibles de recevoir un signalement d'acte d'intimidation que ce soit écrit ou verbal. À partir de ce moment :

- Rendre accessible une fiche de signalement sur le site Internet du CEP pour dénoncer les actes d'intimidation.
- En 2014-15 une boîte vocale confidentielle surnommée, « à l'écoute » a été ajoutée,
- la personne qui reçoit le signalement note le nom du témoin ou de la victime.
- tout signalement doit immédiatement être dirigé vers l'agent de service social ou un membre de la direction.
- Les parents d'élèves d'âge mineur qui sont informés d'acte de violence ou d'intimidation par leur enfant, témoins ou victime, doivent contacter la direction.
- L'agent de service social enclenche le plan d'intervention.
- L'agent de service social consigne toute l'information sur le formulaire électronique de la C.S. prévu à cet effet.

5. LES INTERVENTIONS QUI DOIVENT ÊTRE PRISES LORSQU'UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE EST CONSTATÉ PAR UN ÉLÈVE, UN ENSEIGNANT, UN AUTRE MEMBRE DU PERSONNEL DE L'ÉCOLE OU PAR QUELQUE AUTRE PERSONNE

Voici les actions qui sont prévues :

La direction est responsable en tout temps du suivi de la situation. Elle peut mandater l'agent de service social d'assurer la coordination des actions du protocole d'intervention qui sont mises en œuvre lorsqu'une situation d'intimidation ou de violence est signalée. Elle peut également donner des mandats clairs à des membres de son équipe en mettant ainsi à profit l'expertise de chacun et donc augmenter l'efficacité de l'intervention.

- Indiquer à la personne qui signale l'événement qu'un suivi sera fait.
- Prendre connaissance du signalement et évaluer rapidement l'événement.
- Lors de la rencontre avec la victime, lui offrir le soutien et l'accompagnement nécessaires selon le contexte.
- Intervenir auprès de la ou des personnes qui intimident.
- Rencontrer les témoins (élèves et membres du personnel) et leur offrir soutien et accompagnement, selon la situation. Définir des stratégies pour intervenir auprès d'eux si nécessaire.
- Si un doute persiste sur la nature de l'événement, faire une évaluation plus approfondie.
- Dans le cas où des élèves d'âge mineur sont impliqués, informer les parents de la situation et demander leur implication et leur engagement dans la recherche de solutions.
- Dans la recherche de solutions, demander également l'implication des membres du personnel et des partenaires qui sont concernés par les élèves impliqués.
- Informer les personnes concernées de l'évolution du dossier.

- Mettre en place au besoin un plan d'action pour les élèves, victimes et agresseurs concernés par des manifestations récurrentes ou sévères d'intimidation.
- Si nécessaire, avoir recours aux ressources professionnelles de la communauté (psychologue, psychoéducateur, travailleur social...) pour les élèves concernés
- (victimes, agresseurs et témoins) par des manifestations récurrentes ou sévères d'intimidation (CSSS, service de police, centre jeunesse...).
- Consigner l'acte d'intimidation dans le but, notamment, d'assurer le suivi approprié auprès des personnes impliquées (dans le respect de la protection des renseignements personnels).

6. LES MESURES VISANT À ASSURER LA CONFIDENTIALITÉ DE TOUT SIGNALEMENT ET DE TOUTE PLAINTE CONCERNANT UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE

Voici les mesures de confidentialité qui sont prévues :

- Un nombre limité de personnes ont accès aux sources d'information (mécanisme de dénonciation électronique et boîte vocale).
- L'agent de service social est responsable de consigner les informations. Les dossiers sont gardés sous clé dans le bureau de l'agent de service social.
- Les informations sont transmises à un nombre restreint de personnes.

7. LES MESURES DE SOUTIEN OU D'ENCADREMENT OFFERTES À UN ÉLÈVE VICTIME D'UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE AINSI QUE CELLES OFFERTES À UN TÉMOIN OU À L'AUTEUR DE TEL ACTE


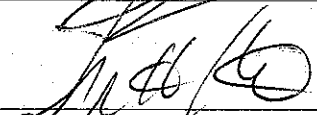
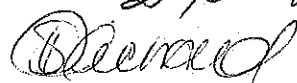
Voici les mesures d'encadrement qui sont prévues :

- L'agent de service social rencontre individuellement l'élève victime, l'élève intimidateur et les témoins s'il y a lieu. Il contacte les parents dans le cas d'élèves d'âge mineur.
- L'agent de service social réfère l'élève intimidateur à la direction pour l'application des mesures disciplinaires.
- L'agent de service social soutient et accompagne l'élève victime et l'élève intimidateur par des rencontres individuelles au besoin. Dans le cas d'élève d'âge mineur, il fait le suivi auprès des parents.

8. MODALITÉS POUR SIGNALER UNE PLAINTÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE CONCERNANT UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE

Voici les modalités de signalement qui sont prévues :

- La direction du centre complète le mémo en vigueur et achemine la plainte au secrétariat général pour informer la direction générale.

| | | |
|--------------------------------------|---|-------------------|
| Signature de la direction d'école : |  | Date : 23/05/2019 |
| Signature de la personne-ressource : |  | Date : 23/05/19 |
| Signature d'un membre du CÉ : |  | Date : 22/05/2019 |

Les sujets de l'évaluation et l'actualisation du plan de lutte ont été traités au CE du 22 mai 19. L'actualisation porte le numéro de résolution CE-250-22052019-01.